



**Dans un contexte économique marqué par la crise russo-ukrainienne, le Cameroun compte sur un apaisement pour accélérer ses investissements dans huit secteurs clés parmi lesquels : la finalisation et la mise en service des grands projets de première génération et la poursuite de la politique de l'import substitution.**

Le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, était à l'Assemblée nationale le 05 juillet 2022. Le membre du gouvernement est allé présenter à la représentation nationale le Document de programmation économique et budgétaire à moyen terme (Dpeb). Il présente « le contexte macroéconomique et les orientations de la politique budgétaire de l'Etat pour la période triennale 2023-2025 », à partir desquels se dégage le profil du projet de loi de finances pour l'exercice 2023. C'était dans le cadre du Débat d'orientation budgétaire (Dob).

Frappée de plein fouet par la pandémie de coronavirus, et récemment par la guerre russo-ukrainienne, l'économie camerounaise est en difficulté. Les prix des denrées de premières nécessités ont flambé sur le marché. Le Fonds monétaire international (Fmi) estime que la croissance mondiale devrait passer de 6,1% en 2021 à 3,6% en 2023. Cette situation a amené le gouvernement camerounais à revoir son taux de croissance à la baisse. Il est passé à 4% en 2022 contre 4,2% initialement prévue, sous l'effet du ralentissement de l'activité dans le secteur non pétrolier. En dépit du contexte peu reluisant, le gouvernement envisage des lendemains meilleurs. Il prévoit une croissance économique de 4,6% en 2023, et 5,3% en

moyenne en 2024 et 2025. Selon le ministre, Louis Paul Motaze, l'inflation sur cette période devrait rester contenue à 3%, le seuil de convergence de la zone Cémac.

Au cours de cette période (2023-2025), le gouvernement compte orienter ses actions vers huit axes prioritaires. La priorité sera accordée à la finalisation et la mise en service des grands projets de première génération ; la poursuite de la mise en œuvre de la politique de l'import substitution et de la promotion du patriotisme économique ; l'accélération du processus de décentralisation à travers la poursuite de la mise en place des Régions et de la fonction publique locale. Il sera également question de poursuivre la mise en œuvre de la Couverture universelle et la politique du livre... Ce tableau reluisant dressé n'est réalisable que si la guerre russo-ukrainienne connaît une fin heureuse. « Tout enlisement de cette crise pourrait compromettre les projections de croissance et de reprise de l'activité économique attendue entre 2023 et 2025 ».

De même, si les fluctuations des cours du baril évoluent en deçà des projections qui sont de 89,1 dollars Us en 2023 et de 66,5 dollars Us en 2024 et 2025, alors l'évolution du cours mondial du baril de pétrole présenterait également un risque pour les recettes pétrolières ; ce d'autant plus que l'activité dans ce secteur est actuellement confrontée au vieillissement des champs pétroliers, a renchéri le ministre. Le risque sécuritaire demeure et continue de peser sur le budget de l'Etat notamment à travers les interventions directes dont le niveau reste encore très élevé. Avec la hausse des produits pétroliers sur le marché international, le Cameroun opte pour un appui afin de préserver le climat social déjà tendu par la hausse des prix. Le coût des subventions des prix des hydrocarbures à la pompe projetées à 300 milliards en 2023, constitue aussi un risque majeur pour la soutenabilité budgétaire sur la période 2023-2025, si la crise russo-ukrainienne ne s'estompe pas cette année et continue de faire pression sur les cours mondiaux du pétrole.

## **Le Jour**

---